



Pierre Gustin

Directeur Entreprises et Institutionnels ING Wallonie

Président du Collège régional de Prospective de Wallonie

Pourquoi et comment booster l'entrepreneuriat en Wallonie ?

Version au 11 novembre 2018

Le constat

Depuis de nombreuses années, la Wallonie souffre d'un manque d'entreprises. Par entreprise, on appelle toute société, même d'une seule personne.

En termes de créations d'entreprises dans le secteur marchand, la Belgique occupait la dernière place des pays de l'Union européenne dans les années 2012 et 2013. D'après les statistiques publiées par Eurostat, la part des nouvelles entreprises du secteur marchand dans le total des entreprises actives de ce secteur s'élève à 3,6% pour la Belgique en 2013 et 5,0% en 2012 alors que la moyenne européenne était de 9,0% en 2012. Même si les chiffres belges se sont redressés, surtout à partir de 2016, la position de la Belgique au sein des 25 pays de l'Union européenne reste dans le bas du classement. La situation est pire lorsqu'on regarde les chiffres de la Wallonie : l'*Atlas du créateur*, compilé chaque printemps par l'entreprise d'études de marché Graydon et les organisations de défense des classes moyennes Unizo et UCM, donne un éclairage précis sur la création d'activités dans le secteur marchand : en synthèse, *sur les 10 dernières années, la création d'entreprises a évolué plus vite à Bruxelles (+27,44%) par rapport à la Flandre (+22,23%) et la Wallonie (+19,27%) à 2007 (1).*

Entre 2007 et 2017, le taux moyen de création nette est de 1,5 % en Wallonie, 2,3 % en Flandre et 3,4 % dans la région Bruxelles-Capitale. (Iweps) (2)

Même si les chiffres des deux dernières années témoignent d'une augmentation assez forte du nombre de starters, Karel Van Eetvelt, administrateur délégué de l'organisation flamande Unizo, explique qu'*un taux de création nette d'entreprises de 2,10 %, c'est bien, mais c'est insuffisant pour réellement relancer la croissance, compte tenu notamment des défis du vieillissement de*

la population. Ce taux n'est encore que la moitié de ce que l'on a pu connaître certaines années avant la crise financière de 2008. On constate que dans notre pays, la santé de l'entrepreneuriat va de pair avec la conjoncture économique. Ce n'est pas le cas partout : dans la plupart des pays, la part d'indépendants augmente quand l'économie va mal.

Un premier pas

Il est vrai que des mesures ont été prises par les derniers gouvernements fédéral et régionaux pour inciter à l'entrepreneuriat comme l'absence de cotisations sur la première embauche ou le « prêt coup de pouce/win-win » et des initiatives publiques et privées ont créé des couveuses d'entreprises comme *Nest up*, *Leansquare* qui viennent compléter les programmes de soutien de *spin off* des Universités (Sopartec, Gesval, WSL...) sans compter les très nombreuses initiatives pour financer les créations d'entreprises (fonds privés, mais aussi la Sowalfin) ou encore la loi sur l'excusabilité du failli.

Les causes

On ne passe pas d'une région peu créatrice d'entreprises à un leader en la matière sans s'attaquer à la racine du mal et pour ce faire à le détecter et le comprendre.

Dans l'étude sur la croissance des entreprises d' EY (3), Marie-Laure Moreau explique : *un (...) frein sur lequel il est plus difficile encore de travailler concerne le peu de culture entrepreneuriale en Wallonie. Les serial entrepreneurs interrogés ont tous évoqué une culture wallonne favorisant peu la prise de risque, l'innovation et donc la croissance. C'est certainement pour cette raison qu'une entreprise wallonne sur deux dit ressentir un manque de reconnaissance de la société en général, même lorsqu'elle est une leader mondiale sur son marché. De nombreuses «pépites» wallonnes expriment d'ailleurs clairement une volonté de discrétion, alors que leur exemple pourrait inspirer les entrepreneurs en herbe wallons. Il y a un véritable enjeu culturel en Wallonie à voir l'entreprise positivement dans ce qu'elle peut apporter à la Wallonie et c'est le rôle de chacun de contribuer à cette vision.*

Nous arrivons donc à un diagnostic assez clair sur l'entrepreneuriat en Wallonie :

- Les tout de même nombreuses jeunes entreprises créées sur notre territoire et les quelques « pépites » qui sont autant d'exemples pour tous les habitants de Wallonie, démontrent qu'il n'y pas une fatalité ni des causes endémiques à la Wallonie et au contraire que celle-ci a des atouts non négligeables notamment celui de sa localisation.
- L'environnement fiscal et le coût du travail sont certes des freins, mais les pouvoirs publics y sont de plus en plus sensibles et réduisent ces écarts de compétitivité tout en encourageant fortement les créateurs d'entreprises.
- De nombreuses structures d'aide à la création, de couveuses d'entreprises, de financement classique ou non, existent ou se sont développées récemment de telle sorte que l'on peut considérer l'environnement comme globalement suffisant.
- Le vrai problème est donc un problème de culture de l'entrepreneuriat en Wallonie, depuis l'aptitude à la prise de risque, la reconnaissance du succès , la peur de l'échec et de ses conséquences.

Les solutions

- La culture se forme dès le plus jeune âge dans les familles et à l'école : c'est dès l'école primaire qu'il faut inoculer aux enfants les qualités comme la créativité, la prise d'initiative, l'autonomie, le leadership, voire la prise de risque.
- Dès le secondaire, il faut ouvrir les jeunes au monde des entreprises via des cours concrets et pratiques, des visites d'entreprises, des stages, des jeux, des concours de jeunes entreprises.
- Il faut former des professeurs ou mieux encore faire donner des cours d'entrepreneuriat à des chefs d'entreprises ou à d'anciens chefs d'entreprises qui pourraient faire part de leurs expériences (et aussi de leurs échecs).
- Toujours dans le domaine de l'éducation, il faut donner aux jeunes des cours pour qu'ils comprennent les rouages de l'économie et le rôle des entreprises.
- Un consensus existe pour souligner l'efficacité des formations en alternance depuis le secondaire jusque dans l'enseignement supérieur, mais nous en profitons pour dire que dans les (trop) faibles créations d'entreprises en Wallonie, seuls 5% à 6% le sont dans les secteurs dits « technologiques » : loin de nous l'idée d'écarter les services, la construction, ou même l'horeca des besoins en création d'entreprises, mais notre Région a besoin aussi et surtout d'entreprises structurantes, c'est-à-dire qui elles-mêmes vont recourir à des biens et services et générer un effet multiplicateur en termes de valeur ajoutée dans la Région.
- Dans le même esprit, la reconnaissance et la mise en valeur d'entreprises et de chefs d'entreprises devrait être plus et mieux encouragées que ce soit par la société civile, mais aussi par la presse qui transmet trop souvent une jalousie au lieu d'une admiration de la réussite.

Aux pouvoirs publics, en sus de ce qui se fait déjà et des propositions concernant l'enseignement, on peut leur demander :

- De développer plus encore la reconnaissance de l'entrepreneur : à titre d'exemple, on voit de plus en plus de chefs d'entreprises bénéficier d'une distinction dans le cadre du Mérite wallon autrefois réservé à des politiques, artistes, sportifs ou scientifiques : lorsqu'on voit la valeur ajoutée créée par exemple par une entreprise de fabrication employant 50 personnes, et ce sur une période de 30 ans, la reconnaissance via une telle distinction est loin d'être usurpée.
- De faciliter réellement les tâches administratives des entreprises et d'accélérer les processus de décision des différentes administrations pour aider les jeunes entrepreneurs à se concentrer sur des activités à valeur ajoutée. Citons à titre d'exemple, le souhait des entreprises d'avoir un contrôle a posteriori plutôt qu'un audit préalable au paiements de subsides.
- D'identifier des filières de production de biens ou de services n'existant pas encore en Belgique et d'y consacrer proportionnellement une plus grande attention, voire même susciter la création de nouvelles activités en partenariat avec des acteurs privés et les institutions d'aide au développement économique (Sowalfin, Awex...).
- De veiller à ce que les structures d'aide à la création d'entreprises soient suffisamment relayées par des structures d'aide à la croissance, au développement et à l'exportation : il y a en effet trop d'entreprises qui se créent et qui stagnent sans utiliser tout leur potentiel : le rôle de l'AWEX qui facilite et organise les contacts, la recherche de prospects, les missions à l'étranger devrait être élargi ou copié pour toutes les entreprises mêmes non exportatrices : beaucoup diront que ce n'est pas aux pouvoirs publics à prendre en charge des fonctions essentielles de l'entreprise, mais la plupart des jeunes entreprises sont trop petites et pas assez rentables pour se structurer de manière efficace en vue de se développer : cette aide à la croissance peut prendre diverses formes dont certaines existent déjà ou pourraient l'être (aide à la R&D, aide à la croissance, projet Catch à Charleroi (4), expérience du programme « défi-croissance » de l'UWE (5)...).

En conclusion, notre société doit prendre en mains son avenir et celui-ci dépend de la richesse que nous pourrions créer puis partager. Les défis qui nous attendent comme la transition énergétique, la digitalisation, la mondialisation, le vieillissement de la population doivent être anticipés et non subis et, pour ce faire, nous devons tous ensemble susciter le maximum possible d'entrepreneurs de notre Région pour inscrire la Wallonie dans les Régions dynamiques de l'Europe et du monde.

- (1) Atlas du créateur, Graydon, Unizo, UCM : connect.graydon.be
- (2) [tps://www.iweps.be/indicateur-statistique/creations-nette-dentreprises](https://www.iweps.be/indicateur-statistique/creations-nette-dentreprises)
- (3) Site EY: Newsroom» News releases» EY - Nos entreprises wallonnes ne misent pas assez sur la croissance : comment inverser cette tendance ?
- (4) Projet Catch à Charleroi : désignation d'une task force au sein du Cabinet du ministre –président de la Région wallonne en vue d'accélérer la croissance de l'emploi dans la région de Charleroi, et ce, à la suite de l'annonce de la fermeture de Caterpillar à Gosselies
- (5) Défi Croissance : à l'initiative de l'UWE et avec le soutien de quelques grandes entreprises, mise à disposition gratuite à quelques entreprises identifiées comme ayant un fort potentiel de croissance de spécialistes chargés d'une mission d'analyse, proposition de mise en œuvre d'actions destinées à créer de la croissance dans ces entreprises